



**Ambassade de France au Maroc**  
**Service économique régional de Rabat**

Rabat, le 28 mai 2020  
Affaire suivie par Xavier VANT

<p align="center"><b>COVID-19 – MAROC-TUNISIE</b> <b>Conséquences sur le secteur Agriculture – Alimentation – Pêche</b></p>
---

***Veille du 26 au 28 mai 2020***

**MAROC**

**Filières agricoles, pêche et alimentaires au Maroc :**

Aziz Akhannouch : L'agriculture marocaine de plus en plus résiliente

**27 mai 2020 - <https://aujourd'hui.ma/economie/aziz-akhannouch-lagriculture-marocaine-de-plus-en-plus-resiliente>**

**Aziz Akhannouch dresse le bilan devant le Parlement.**

L'évolution de l'agriculture marocaine en cette conjoncture particulière a été présentée en détail à la Chambre des conseillers. Aziz Akhannouch, ministre de l'agriculture de la pêche maritime, du développement durable et des eaux et forêts, a dressé un bilan actualisé de l'actuelle campagne. Il ressort que malgré le contexte sanitaire inédit et la baisse accentuée de la pluviométrie, l'agriculture marocaine a fait preuve de résilience. Un redressement des marchés est observé à ce jour aussi bien au niveau interne qu'externe. D'autant plus que la machine tourne à un rythme régulier en dépit de toutes les difficultés rencontrées sur le terrain. Le ministre a fait part de réalisations satisfaisantes et d'une mobilisation continue de l'ensemble des instances pour maintenir la cadence et préserver la dynamique de ce secteur qui continue d'afficher un approvisionnement normal. Détail des différents points abordés lors de la séance parlementaire du mardi 26 mai.

**Le plan anti-sécheresse sur la bonne voie**

Le déficit pluviométrique est l'actualité phare du secteur. Les conditions météorologiques difficiles auxquelles font face les agriculteurs marocains ne semble pas avoir freiné l'élan de l'ensemble des filières. Les interventions proactives de la tutelle ont permis de résorber le choc. Citons dans ce sens le programme anti-sécheresse initié bien avant le déclenchement de la crise sanitaire liée à la propagation de la pandémie Covid-19 au niveau national. On relève dans ce sens la distribution de 2,8 millions de quintaux d'orge subventionné représentant 56% du programme et une valeur de 200 millions de dirhams. Un autre programme suivra permettant de couvrir les besoins des agriculteurs, notamment en fourrage subventionné d'ici septembre. La finalité étant d'accompagner les agriculteurs en mettant à leur disposition tous les moyens disponibles. Rappelons que la saison agricole a été marquée par la diminution des précipitations. Le volume pluviométrique a atteint jusqu'à présent les 103 millimètres comme moyenne nationale et un cumul pluviométrique national de 253 millimètres, en baisse de 14% par rapport à la saison précédente. S'agissant des réserves des barrages à usage agricole, le ministre indique qu'un déficit hydrique aigu est observé au niveau des périmètres de Doukkala et d'Al Haouz, et ce à l'exception de N'Fiss. De même, les périmètres de Tadla, Moulouya, Ouarzazate et Tafilalet affichent une situation hydrique moyenne au moment où le contexte est satisfaisant dans le Gharb et le Loukkos.

**Toutes les dispositions logistiques seront prises pour Aïd Al Adha**



La situation actuelle laisse pousser la réflexion sur le devenir du secteur au post-Covid, notamment les préparatifs de l'Aïd Al Adha qui se profilera dans quelques semaines. Le ministre rassure dans ce sens. Toutes les dispositions logistiques seront prises pour être au rendez-vous d'autant plus que l'opération d'identification a concerné à l'heure actuelle 2,6 millions de têtes de cheptel. M. Akhannouch indique dans ce sens que cette circonstance religieuse nécessite une bonne planification et organisation du circuit de commercialisation en respect des dispositions sanitaires. Il est à noter que la crise sanitaire a imposé en premier temps la fermeture des marchés en vue de protéger la population agraire contre un éventuel risque de contamination au Covid-19. Le rythme reprend progressivement. 12 marchés ont été ouverts à ce jour. Le ministre promet l'ouverture de 40 autres points de vente les prochains jours rappelant que la situation actuelle met en avant l'impératif de fournir davantage d'efforts en termes d'organisation du circuit de commercialisation, notamment les abattoirs, les marchés de fruits et légumes et bétails.

### **Un bon rendement des filières**

A ce jour, 5,23 millions d'hectares ont été emblavés, dont 4,34 millions d'hectares ont été réservés aux céréales. L'opération de récolte concernera 2,3 millions d'hectares alors que la récolte prévisionnelle devrait atteindre les 30 millions de tonnes de quintaux. S'agissant de la filière sucrière, la superficie cultivée en betterave à sucre s'élève à 57.000 hectares. Elle représente en effet l'équivalent de 96% de la superficie programmée. Se référant au ministre, les quantités livrées ont totalisé, au 22 mai, les 370.000 tonnes, soit 11% de la production brute prévisionnelle. Cette dernière est estimée à 3,42 millions de tonnes, avec une rentabilité située autour de 60 tonnes par hectare. Il en est de même pour la canne à sucre dont la production devrait atteindre les 646.000 tonnes, tandis que 35.000 tonnes sont en cours de transformation dans les usines.

### **Une bonne performance à l'export**

L'ensemble des filières affichent une bonne performance à l'export. Selon les chiffres relevés par Aziz Akhannouch, les exportations de primeurs ont grimpé de 8% au 17 mai totalisant un volume de 1,12 million de tonnes. Les exportations de tomates ont affiché une hausse de 4%, soit 520.000 tonnes expédiées à l'étranger. Les exportations d'agrumes se sont élevées, pour leur part, à 476.000 tonnes. Les ventes des haricots à l'export ont concerné un volume de 116.000 tonnes, en progression de 9%. Celles des courges se sont améliorées de 8% (44.000 tonnes). Les exportations de pastèques et des fruits rouges ont marqué pour leur part une croissance à deux chiffres. On note des hausses respectives de 61% et de 25%. Le Maroc a également expédié à l'export un volume de 32.000 tonnes d'avocats marquant un pic de 193% comparé à la même période de l'année passée.

**Produits maraîchers: Les exportations du Maroc en hausse de 8% avec plus d'1 MT**

**Les exportations de tomates ont atteint près de 520.000 tonnes, en hausse de 4 %.**

**Jusqu'au 17 Mai, les exportations du Maroc ont atteint quelque 1,127 million de tonnes de fruits et légumes, soit une progression de 8% malgré le coronavirus ([Covid-19](#)), a indiqué le ministre de l'Agriculture, de la pêche maritime, du développement rural et des eaux et forêts, Aziz Akhannouch, lors de la séance hebdomadaire de la Chambre des conseillers.**

Le Maroc a exporté 520.000 tonnes **tomates**, ce qui est une hausse de 4 %, et 476.000 tonnes d'agrumes. Celles d'haricots tablent de 116.000 tonnes avec une hausse de 9 %. De même, il a expédié 44.000 tonnes de courges (+8%), 129.000 tonnes de **pastèques** (+61%), 86.000 tonnes de fruits rouges (+25%) et 32.000 tonnes d'avocats, souligne la même source.



S'agissant des cultures sucrières, Akhannouch a indiqué que la superficie cultivée en betterave à sucre a atteint 57.000 hectares, soit l'équivalent de 96% de la superficie programmée. Les quantités livrées ont totalisé 370.000 tonnes jusqu'au 22 mai courant, soit 11 % de la production brute prévisionnelle, estimée à 3,42 millions de tonnes, avec une rentabilité située autour de 60 tonnes/Ha. Quant à la **canne à sucre**, la production devrait avoisiner les 646.000 tonnes, alors que la quantité livrée aux unités de transformation a atteint 35.000 tonnes.

En ce qui concerne le fourrage pour le bétail, Akhannouch a expliqué que le ministère a mis en place un programme dédié au fourrage subventionné. Ainsi, il y a eu l'ouverture des appels d'offres pour le maintien de cet appui jusqu'au mois de septembre prochain. Il a dans ce sens affirmé que le gouvernement accompagnera les agriculteurs durant ces conditions difficiles à l'aide des moyens disponibles.

### Fraises: Le Maroc décroche la 6ème place dans les exportations vers l'UE

**Le Maroc est le sixième exportateur de fraises au niveau de l'Union Européenne (UE).**

**En 2019, les États membres de l'UE ont acheté au total 512,32 millions de kilos de fraises, le montant le plus élevé jamais acheté, battant ainsi le record historique, avec une valeur de 1240,73 millions d'euros et un prix moyen de 2,422 euros le kilo. Le Maroc en a fourni 21,04 millions de kilos, pour une valeur de 55,18 millions d'euros, avec un prix moyen de 2,623 euros le kilo, ce qui lui a valu sa 6ème place dans le classement des principaux pays exportateurs vers l'UE.**

L'Espagne a été le pays qui a fourni le plus de fraises en 2019 aux États membres, en particulier un volume de 276,97 millions de kilos, 54,06% du total, d'une valeur de 565,61 millions d'euros et un prix moyen de 2,042 euros le kilo. Ensuite, les **Pays-Bas** occupent la deuxième place du classement, avec un volume de 59,53 millions de kilos. Le troisième plus grand fournisseur de fraises de l'UE en volume était la Belgique, vendant 39,82 millions de kilos. Le quatrième fournisseur de ce produit agricole dans l'UE est l'Allemagne avec 36,66 millions de kilos.

La **Grèce** occupe ainsi, la cinquième étape du classement des pays qui vendent le plus de fraises dans l'UE, avec un volume fourni en 2019 de 25,28 millions de kilos. L'Égypte se positionne à la septième place et a vendu 13,01 millions de kilos de ce fruit dans l'UE pour 56,04 millions d'euros, à un prix moyen de 4,308 euros le kilo. L'Italie est en huitième position avec 11,51 millions de kilos. La France est le huitième fournisseur de fraises de l'UE, avec un volume fourni en 2019 de 6,88 millions de kilos.

### La FAO salue le projet marocain sur la biodiversité durable

**Le projet marocain a lancé plusieurs activités génératrices de revenus et amélioré la biodiversité agricole.**

**L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a salué la résilience d'un projet de gestion des bassins versants au Maroc, qui illustre comment la réduction des catastrophes et des risques climatiques auxquels se confrontent les communautés peuvent réduire la pauvreté tout en augmentant la biodiversité.**

Dans son rapport «La situation des forêts du monde en 2020», la FAO a mis en lumière ce projet pilote mené dans le bassin de la Haute Moulouya, entre le Haut Atlas et le Moyen Atlas. L'objectif est de lutter contre l'érosion hydrique, les inondations et la dégradation des terres en raison de son terrain fragile, du climat aride, des activités pastorales de ses communautés rurales et des zones urbaines voisines.



Lire aussi : **Présentation de la stratégie « Forêts du Maroc 2020-2030 »**

Le projet a restauré 480 hectares de forêts et de pâturages grâce à la clôture, la réhabilitation et l'agroforesterie. La restauration a consisté à clôturer les forêts de *Quercus rotundifolia* indigène, de cèdre de l'Atlas et à planter *Fraxinus dimorpha*. Les résultats positifs en matière de biodiversité comprenaient la régénération naturelle du genévrier phénicien, du genévrier cade, de *Hertia maroccana*, du romarin et d'autres arbustes indigènes, rapporte North Africa Post.

Selon la **FAO**, le projet marocain s'est attaqué à la pauvreté et à la malnutrition dans les communautés en lançant plusieurs activités génératrices de revenus en plus d'améliorer la biodiversité agricole, de soutenir la diversification des revenus, l'emploi des jeunes en milieu rural et l'autonomisation des femmes.

### **En pleine crise du Covid-19, les cerises marocaines se renforcent à l'export**

L'émirati Elite Agro, avait bien annoncé la couleur dès son implantation au Maroc en 2015, en dévoilant son ambition d'y devenir un des leaders de la culture fruitière au Maroc. Moins de cinq ans après, Elite Harvest Maroc (EHM) fait ses premiers pas en export de cerises à partir du Maroc, grâce à la première récolte de son verger à haute densité de Sefrou, dédiée à ce fruit rouge dont Napoléon était un grand amateur, jusqu'à donner son nom à une de ces variétés. Pour l'instant, EHM exporte uniquement vers la Russie et quelques pays du Moyen-Orient, mais avec la montée en puissance anticipée de la production dès la prochaine saison, le marché britannique (un des plus importants importateurs de cerises en Europe) fera partie également des cibles.

En attendant, la filiale marocaine du groupe Elite Agro qui possède également des exploitations maraîchères et fruitières dans son pays d'origine, en Serbie, en Mauritanie et en Éthiopie, planche sur le développement et l'extension de ses six fermes marocaines réparties entre les villes de Kénitra, Fès, Sefrou, Marrakech et Beni Mellal et qui produisent outre les cerises, des poires, des pommes, des prunes, des pêches, des abricots, des raisins, des kakis, des figues, des patates douces ainsi que toute la panoplie des fruits rouges. Avec plusieurs projets de développement actuellement en cours d'étude, la taille globale des vergers exploités par EHM devra dépasser à court terme les 1.000 hectares, sachant que l'objectif à horizon 2021 est de 1.500 hectares.

Rappelons qu'avec près de 1,5 million d'hectares, l'arboriculture fruitière occupe un peu moins de 20% de la superficie agricole utile au Maroc. Ses exportations au cours des cinq dernières années, ont avoisiné en moyenne les 7 milliards de DH.

### **Une nouvelle réforme sur le perchlorate porte un coup dur à l'agriculture**

Le règlement sur le perchlorate sera applicable à partir du 1er juillet 2020 dans l'ensemble de l'UE. Après l'interdiction des pesticides à base de [chlorpyrifos](#) par l'UE, un nouveau coup dur afflige le secteur agricole. En effet, la Commission européenne a inclus le perchlorate parmi les substances contaminantes présentes dans les produits alimentaires et a fixé sa teneur maximale dans les fruits, légumes, thé et aliments pour bébés, comme en atteste les [données](#) sur la situation annuelle des notifications publiées dernièrement par l'ONSSA.

Le Journal officiel de l'Union européenne (DOUE) a recueilli, lundi 25 Mai 2020, le règlement 2020/685 de la CE par lequel cette dernière ajoute le perchlorate à la liste des substances contaminantes présentes dans les aliments, telles que les nitrates, les mycotoxines, métaux, dioxines ou hydrocarbures. Ainsi, le règlement



sera applicable à partir du 1er juillet 2020 dans l'ensemble des États membres de l'UE, indique Agroinformation.

En ce qui concerne le perchlorate, la quantité maximale autorisée a été établie à 0,05 milligramme par kilo de fruits ou légumes, à l'exception de la cucurbitacée (courgettes, concombres, melons, **pastèques...**) et du chou frisé, dont la LMR correspond à 0,10 mg/kg et pour les légumes à feuilles et les herbes, 0,5 mg/kg. Pour le thé sec (*Camellia sinensis*) et les infusions à base de plantes et de fruits secs, le rapport perchlorate maximum est de 0,75 mg/kg. Les niveaux les plus bas autorisés sont pour les aliments pour nourrissons et jeunes enfants (0,01 mg/kg) et pour les aliments pour bébés (0,02 mg/kg). Ainsi, ceci risque de nuire aux exportations marocaines de fruits et légumes, d'après Les Inspirations Ecos.

Toutefois, le règlement précise que les produits alimentaires mis légalement dans le marché avant le 1er juillet 2020 peuvent continuer à se vendre jusqu'à leur date limite de consommation ou d'expiration.

#### DAKHLA-OUED EDDAHAB: LA STRUCTURATION DE LA FILIERE CAMELINE SUR LES BONS RAILS

Kiosque360. La région entame la structuration de la filière cameline. Le Conseil régional vient, en effet, de lancer le marché relatif aux travaux de construction d'une unité de découpe et de valorisation de la viande cameline dans la commune rurale d'Elargoub.

La région Dakhla-Oued Eddahab entame le processus de valorisation de sa filière cameline, rapporte *Les Inspirations Eco* dans sa publication de ce mercredi 27 mai. Le quotidien souligne ainsi que le Conseil régional (maître d'ouvrage) vient de lancer le marché relatif aux travaux de construction d'une unité de découpe et de valorisation de la viande cameline dans la commune rurale d'Elargoub, via un appel d'offres ouvert. Notons que l'enveloppe mobilisée pour la réalisation de ce projet en lot unique est estimée à plus de 6,3 millions de dirhams. L'adjudicataire du marché sera connu le mois prochain, puisque l'ouverture des plis est prévue le 23 juin.

La concrétisation de ce projet intervient suite à la validation, lors de la session ordinaire du mois de mars, de ce projet par le Conseil régional de Dakhla-Oued Eddahab, précise *Les Inspirations Eco* qui ajoute que la convention de partenariat pour la réalisation de ce projet inclut la Direction régionale de l'agriculture et la Chambre agricole de la région Dakhla-Oued Eddahab pour la construction et l'équipement d'une unité dédiée au découpage et à la promotion de la viande de chameau, pour un montant de 7,4 millions de dirhams. Soulignons aussi que le but de la convention est d'améliorer les revenus des éleveurs camelins à travers l'amélioration de leurs activités. Cependant, l'appel d'offres lancé ne porte que sur les travaux de construction.

La région Dakhla-Oued Eddahab compte quelque 600 éleveurs qui font de cette activité l'une des plus importantes de la région après la pêche maritime, le tourisme et la production maraîchère. Cette activité génère quelque 2.000 emplois et le cheptel camelin est estimé à plus de 25.000 têtes, sans compter celui des nomades provenant des régions avoisinantes. Le quotidien indique que la production annuelle de lait camelin, au niveau de la région de Oued-Eddahab-Lagouira, s'élève à quelque 5.000 tonnes (contre 1.000 tonnes de lait de vache), tandis que la production de viande rouge est estimée à 1.500 tonnes par an et la production de laine à 2,5 tonnes par an. Au total, les régions de Guelmim-Oued Noun, Laâyoune-Sakia El Hamra et Dakhla-Oued Eddahab comptent environ 196.500 bêtes, soit 92% du cheptel camelin national.

#### TUNISIE

##### Secteur Agricole



### Tunisie : Hausse de 7,1% de la valeur ajoutée du secteur de l'agriculture et de la pêche

La valeur ajoutée du secteur de l'agriculture et de la pêche a connu une hausse de 7,1% au cours du premier trimestre de 2020, selon les estimations de l'Institut National de la Statistique (INS), dévoilées vendredi. Cette hausse est due, selon l'INS, à la récolte record d'olives qui s'est établie à 1750 mille tonnes pour la saison 2019/2020, soit une augmentation de 150% par rapport à la saison précédente.

Pour mémoire, la Tunisie a exporté 146 mille tonnes d'huile d'olive pour 896 MD à fin mars 2020, contre 80 mille tonnes à 740 MD une année auparavant. Selon l'ONH, la moyenne mensuelle des exportations d'huile d'olive a atteint 30 mille tonnes (de novembre 2019 jusqu'au 31 mars 2020).

La Tunisie projette d'exporter 250 mille tonnes pour des recettes dépassant la barre de 2 milliards de dinars et ce, sur un volume total de production record de 350 mille tonnes. La filière oléicole demeure stratégique pour le secteur agricole, qui a réussi à faire ses preuves face à la crise du coronavirus, en dépit de ses difficultés structurelles et des dysfonctionnements de certaines filières. Il a continué à bien approvisionner le marché intérieur en denrées alimentaires et aucune pénurie n'a été enregistrée, en dépit des difficultés inhérentes à la crise, selon le SYNAGRI.

### Agriculture : L'Institut Tunisie des Etudes Stratégiques plaide pour un soutien aux exportations et une rationalisation des importations

Le maintien et le soutien de l'exportation ainsi que la rationalisation des importations des produits agricoles et agroalimentaires est une des mesures stratégiques préconisées dans l'étude prospective de l'ITES intitulée " La Tunisie face au Covid-19 à l'horizon 2025 : fondements d'une stratégie conciliant l'urgence du court terme et les impératifs du moyen terme ", publiée vendredi 22 mai 2020 sur son site web.

La Tunisie dispose, en plus de l'huile d'olive relativement épargnée par la Covid-19, de quantités excédentaires de dattes, de fruits de saison et de pommes de terre qui devaient être exportés, au risque de voir apparaître certaines tensions de la part des producteurs se déclencher dans les régions, lit-on dans cette le volet réservé à l'agriculture dans cette étude." Au-delà des flux habituels d'exportation qui dépendent de la demande d'importation et des mesures de protection, il convient de convaincre les politiques des pays de destination de la nécessité d'aider la Tunisie à exporter les excédents de production, notamment les produits périssables en lui accordant des avantages tarifaires pour la période de la crise ". L'étude appelle, ainsi, à renforcer toutes les facilités accordées au niveau de la logistique et du transport aérien et maritime, et à augmenter les subventions versées aux exportateurs pour les aider à couvrir les charges supplémentaires. Il s'agit également de mobiliser et de dynamiser la diplomatie économique pour contacter les importateurs classiques, trouver de nouveaux clients et suivre de très près les opérations d'exportation. Pour les importations, l'étude a montré qu'il est nécessaire de tracer une stratégie de rationalisation permettant leur limitation à l'essentiel, comme les produits de base de première nécessité, les outils et matériels de protection contre le virus et les engrais chimiques, les produits de traitement phytosanitaires et les vaccins.

### Tunisie : L'agriculture 4.0, une opportunité à saisir (Point de vue)

<https://www.webmanagercenter.com/2020/05/27/450521/19-05-tunisie-lagriculture-4-0-une-opportunite-a-saisir05/>

***Le monde agricole en Tunisie vient de célébrer, dans la discrétion la plus totale, la Fête de l'agriculture. Les contraintes du confinement total à cause de la crise du coronavirus ont contraint les agriculteurs à***



***rester chez eux ce 12 mai 2020, les empêchant ainsi de quitter leurs régions et venir dans la capitale exprimer leurs préoccupations et manifester comme ils ont l'habitude de le faire...***

*A priori*, la non-célébration de cette fête comme il se doit a été un coup de malchance et un malheureux ratage pour les agriculteurs au regard de la grande performance accomplie, ces dernières semaines par le secteur agricole, en cette double période de consommation de pointe imposée par la crise sanitaire (Covid-19) et le mois saint de ramadan. Même s'il faut reconnaître que cette performance n'aurait pu avoir lieu sans les économies de consommation de fruits et de légumes faites à la faveur de la fermeture des hôtels et des restaurants du pays en raison de la Covid-19.

### **Performance du secteur agricole... tout de même**

Abstraction faite de cette donne, nous pensons que les agriculteurs et leurs syndicats auraient pu exploiter cette fête pour mieux défendre leurs intérêts pérennes, valoriser leur activité et rappeler comme ils aiment souvent le répéter que « l'agriculture est l'avenir du pays ».

Cette même agriculture qui, rappelons-le, en dépit des insuffisances structurelles dont elle souffre et en dépit de sa marginalisations, depuis des décennies, a prouvé, en cette période de crise de la Covid-19, qu'elle demeure l'activité la plus utile et la mieux indiquée pour contribuer, efficacement, à l'autosuffisance alimentaire du pays.

Par les chiffres, l'agriculture continue à occuper une place prépondérante dans l'économie du pays. Pour mieux la situer par rapport à d'autres activités, l'agriculture représente 13% du PIB contre 7% pour le tourisme, occupe plus de 500 000 exploitants agricoles contre un peu plus de 100 000 travailleurs permanents dans le tourisme et assure 10% des exportations du pays (huile d'olive, dattes, fruits de mer...).

Malgré cet apport appréciable à la croissance, l'agriculture, contrairement à ce qu'affirme la propagande officielle, n'est pas considérée comme une priorité nationale. C'est ce qui explique, en partie, sa non-compétitivité. Elle demeure une activité sous-développée parce qu'elle a raté sa mécanisation.

A titre indicatif, la Tunisie compte un tracteur pour 150 hectares contre un tracteur pour 23 hectares en Espagne. L'agriculture tunisienne utilise seulement 32% des intrants recommandés à l'international. Plus grave encore, par l'effet qu'il accuse dans le domaine technologique, le secteur agricole en Tunisie risque d'être exposé à de nouvelles menaces déstructurantes dont les éventuels effets négatifs de la libéralisation des échanges des produits agricoles prévus par l'Accord de libre-échange complet et approfondi (ALECA).

### **Vivement la révolution de l'agriculture 4.0**

Cet accord asymétrique risque de mettre face-à-face une majorité d'exploitants agricoles tunisiens avec des moyens de production moyenâgeux (charrue...) et des multinationales dotées de tous les gadgets de l'agriculture numérique, l'agriculture 4-0.

L'enjeu est désormais de grande taille. Il y va de notre sécurité alimentaire. Pour se préparer à ses éventuels bouleversements auxquels il faudrait ajouter les effets du réchauffement climatique, le moment est venu pour les politiques du pays d'ériger l'agriculture en priorité stratégique nationale.

Il s'agit, en second lieu, d'adhérer au plus vite à la révolution agricole numérique et d'orienter l'enseignement dans les établissements d'enseignement supérieur du pays vers l'agriculture 4.0.

L'objectif est d'initier les étudiants, futurs techniciens et promoteurs agricoles, aux nouvelles technologies utilisées dans l'agriculture 4.0.



Soulignons que dans beaucoup de pays, les exploitations agricoles les plus performantes utilisent, de nos jours, des drones pour collecter des données sur la météo, les parcelles, les animaux et globalement sur toute la vie de la ferme.

Pour optimiser le rendement de leur activité d'élevage, ces exploitations recourent à la robotisation (robot de traite, robot d'alimentation, robot de raclage ou d'aspiration des déjections...).

Cela pour dire, *in fine*, que l'agriculture 4.0 peut être une opportunité, voire un raccourci heureux, pour entreprendre la première réforme agraire en Tunisie et rattraper notre retard. Elle constitue également une solution pour régénérer la population agricole et améliorer l'attractivité de l'agriculture pour les jeunes.

En attendant le mûrissement de tous ces pré-requis devant préparer cette révolution technologique agricole, la Tunisie peut se spécialiser, avec les moyens de bord, dans l'agriculture biologique à haute valeur marchande à l'exportation.